



Munich Personal RePEc Archive

**Institutional approach for transition  
analysis (the case of Northern  
Kazakhstan's agriculture)**

Yefimov, Vladimir

Independent researcher

1997

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/54588/>  
MPRA Paper No. 54588, posted 19 Mar 2014 14:35 UTC

# APPROCHE INSTITUTIONNELLE POUR L'ANALYSE DE LA TRANSITION (cas de l'agriculture au Kazakhstan Nord)<sup>1</sup>

Vladimir YEFIMOV\*

## 1. Introduction

Il est bien connu que la transition dans la plupart des pays de l'Est a été engagée selon des scénarios basés sur une approche libérale néoclassique<sup>2</sup>. Peut-être le promoteur le plus important de cette approche est-il le Professeur de l'Université de Harvard, Jeffrey Sachs. De l'automne 1991 jusqu'en Janvier 1994, il a été le principal conseiller économique du Président de la Russie, Boris Eltsine. Dans son livre (Sachs, 1994), il distingue trois étapes de la transition de l'économie socialiste vers l'économie de marché : la première est l'étape de la stabilisation ou l'étape critique, pendant laquelle le gouvernement doit mettre en place une politique de lutte contre l'inflation et les autres conséquences de la désorganisation du système socialiste ; la seconde étape est la mise en place du marché, quand sont créées les institutions principales du marché ;

---

\* Chargé de cours à l'Université de Savoie et consultant du Programme Tacis de l'Union Européenne.

---

<sup>1</sup> Les informations de terrain sur lesquelles repose cet article ont été collectées par l'auteur pendant ses missions dans le cadre de projets du programme Tacis. Une partie de ces informations ainsi que les propositions brièvement exposées dans cet article sont développées dans le rapport d'un projet du Programme Tacis indiqué dans les Références à la fin de cet article. Le contenu de cet article est uniquement sous la responsabilité de l'auteur.

<sup>2</sup> "On conviendra de nommer néoclassicisme, toute théorie qui retient ces trois axiomes" :

"... *un principe de rationalité* universel car propre à l'homo oeconomicus, *un concept d'équilibre* qui décrit la compatibilité d'un ensemble de comportements d'individus interagissant par *le seul intermédiaire de marchés*." (Boyer R. et Y. Saillard, 1995, p. 9).

"Le point de départ de l'approche néo-classique est de considérer que *la société est formée d'individus libres et égaux (du moins en droits) dont la "socialisation" se fait à travers l'échange*... ; dans l'optique néo-classique, la société serait formée d'individus qui agissent en étant soumis à certaines "forces" (plaisir, profit) résultant du *principe de maximisation* (ou de "rationalité") ... ; on dit qu'il y a *équilibre* (à propos) des situations où tous les agents atteignent leur objectif maximal; dans ce cas personne ne désire "bouger" ."(Guerrien B.,1989, pp.8,9).

puis enfin, il appelle la troisième étape l'étape de la correction structurelle, quand, sous l'influence des nouvelles forces du marché, le caractère de la production et de l'emploi change.

J. Sachs précise que l'étape de la stabilisation peut durer de un à trois ans, suivant la profondeur de la crise et l'efficacité des actions du Gouvernement. Le processus de la mise en place du marché prend selon lui à peu près cinq ans, à condition que la situation politique reste suffisamment stable, et que le gouvernement poursuive sans fléchir le cours des réformes du marché. Jeffrey Sachs estime que la correction structurelle peut durer le temps d'une génération.

L'étape de la stabilisation a également été appelée la "thérapie de choc". C'est cette thérapie de choc qui a été appliquée en Russie et dans d'autres républiques de l'ex-Union Soviétique depuis 1992. Elle a consisté en la libéralisation des prix et la prise de mesures pour diminuer le déficit budgétaire. Au niveau microéconomique, ce dernier point signifiait, en utilisant la terminologie de Janos Kornai (1992) le renforcement des contraintes budgétaires des entreprises par la suppression des subventions et des crédits sans conditions.

D'après les idées exprimées par Jeffrey Sachs, l'étape de la création des institutions de marché a consisté en la mise en place de la nouvelle législation, l'élaboration du nouveau système financier et la privatisation. Cette dernière était comprise comme la séparation de la propriété de l'Etat, sans attention particulière à qui le transfert devait être opéré et sous quelle forme celui-ci devait se faire.

Suivant l'approche néoclassique, le jeu libre des forces de marché conduirait durant la troisième étape (la correction structurelle) à la normalisation de la vie économique. Les résultats des processus de la transition dans les pays de l'Est suivant le scénario néoclassique ne correspondent pas aux attentes de ses adeptes. Ils expliquent ce phénomène par l'absence ou l'insuffisance de volonté politique des gouvernements à suivre leurs prescriptions. Pourtant, il y a de plus en plus d'économistes qui pensent que la cause de cet échec réside dans l'approche néoclassique elle-même. Ci-après, quelques témoignages :

« Récemment, une faille sérieuse de l'approche déductive de l'économie néoclassique en matière de politique gouvernementale est devenue évidente dans le domaine de l'économie de la transition. Lors de l'effondrement, au début des années 90, des régimes communistes est-européens, l'espoir était grand de voir leurs économies se transformer en économies de marché à la Walras grâce à une rapide privatisation de la propriété des biens de production. On s'attendait à ce que la privatisation des entreprises d'État fasse bientôt émerger un marché des actions des firmes privatisées, qui servirait de mécanisme efficace de contrôle de leur gestion. Cependant, dès que l'euphorie initiale provoquée par la soudaine disparition des régimes autoritaires s'est dissipée, il est apparu que la transition vers l'économie de marché n'était pas aussi simple qu'on l'imaginait » (Aoki, 1996, p. 7).

« Le courant dominant des recommandations faites par le Fonds Monétaire International (FMI) et les conseillers de l'Université de Harvard, par certains fonctionnaires de la Banque Mondiale et de hautes personnalités des pays d'Europe centrale et orientale relevait d'un néoclassicisme dogmatique. Ces recommandations étaient fondées sur une confiance aveugle dans des stratégies qui n'avaient jamais été soumises à l'épreuve des faits et que rien de concret ne venait étayer. Des pressions considérables ont été exercées sur les autorités des pays centre et est-

européens pour qu'elles acceptent les recommandations sans même s'interroger sur d'éventuelles alternatives. À l'instar des économistes du développement qui avaient imposé leurs modèles aux pays sous-développés au cours des années 50 et 60, les conseillers occidentaux des gouvernements de l'Europe centrale et orientale ont tout axé sur les solutions techniques, accordant trop peu d'attention aux problèmes liés au changement institutionnel » (Angressano, 1996, p. 436).

“*Le passage au marché et à la démocratie* était supposé apporter rapidement un retour à la croissance et une progression du niveau de vie permettant aux pays de l'Europe de l'Est de rejoindre rapidement le club des nations développées. Le marché était supposé être la forme exclusive de coordination des économies capitalistes, mais paradoxalement les économistes néoclassiques ne disposaient en rien d'une théorie de *la constitution* des marchés. S'enfermant dans une dialectique perverse dans laquelle le dépérissement de l'Etat était une condition nécessaire et suffisante à l'émergence des marchés et à la constitution d'une classe d'entrepreneurs, nombre d'économistes semblent avoir joué aux apprentis sorciers, donnant du grain à moudre aux mouvements nationalistes, et même aux partisans d'un retour en arrière.” (Boyer et Saillard, 1995, pp. 10,11).

Les causes de l'échec de l'approche néoclassique de la transition pour les pays de l'ex-Union Soviétique seront analysées dans cet article, tout d'abord sur un plan général, puis pour le cas de l'agriculture au Nord du Kazakhstan. Pour ce dernier cas, des propositions alternatives basées sur l'approche institutionnelle seront également présentées.

## 2. Spécificité des trois dimensions des institutions économiques de type soviétique

Les *institutions* établissent une structure stable de l'interaction humaine (North, 1990). De telles institutions comme la propriété, l'emploi et le contrat, jouent un rôle primordial dans le fonctionnement des économies (Parsons, 1960). Chaque institution peut être considérée dans le cadre de trois dimensions : la *législation*, l'*organisation* et la *culture*. Ce dernier élément est étudié dans l'économie sociologique. La typologie classique distingue trois aspects de la culture : cognitif, expressif et évaluatif, c'est-à-dire les croyances concernant le monde, les symboles chargés émotionnellement et les orientations de l'échelle des valeurs (Parsons et Shils, 1951).

La *culture économique* est un ensemble de valeurs et normes qui sont les régulateurs du comportement économique et qui jouent le rôle de la mémoire sociale du développement économique (Zaslavskaya et Ryvkina, 1991). On peut distinguer dans la culture économique : l'idéologie économique, la psychologie économique et les règles informelles. L'idéologie économique recouvre les théories, les opinions, les idées et les symboles économiques<sup>3</sup>. Les

---

<sup>3</sup> A titre d'exemple on peut citer les éléments de l'idéologie agraire en vigueur aux U.S.A au 19 siècle : “Historically, many of the values attributed to farmers are associated with the concept of Jeffersonian agrarianism. The **agrarian ideology** has three basic tenets: 1. Agriculture is the basic

valeurs, les motivations, les attitudes et les émotions liées directement avec l'activité économique constituent la psychologie économique (Yefimov, 1981). Le rôle important de la culture économique peut être expliqué avec l'aide de la conception de la *rationalité limitée* des agents économiques (Simon, 1977).

Les changements institutionnels doivent concerner toutes les dimensions des institutions, c'est-à-dire la législation, les organisations et la culture économique.

La transition de l'économie socialiste vers l'économie de marché est tout d'abord une transition vers un autre mode d'interaction, c'est-à-dire vers des institutions différentes. La stratégie de la transition doit prendre en compte non seulement la cible de la transition, c'est-à-dire l'économie de marché, mais aussi le point de départ de la transition, c'est-à-dire l'économie socialiste dans une société donnée avec ses institutions. C'est pourquoi la stratégie de transition doit être adaptée spécifiquement à chaque pays ex-socialiste (Yefimov, 1993). Bien sûr, cela concerne tout d'abord la culture économique de ces pays, c'est-à-dire les connaissances, les croyances, les symboles, les attitudes, les valeurs, les modèles de comportement, les coutumes et les traditions des différents groupes socio-économiques de ces pays.

Il est relativement facile d'introduire une nouvelle législation. Il est plus difficile de changer les anciennes organisations et d'en créer de nouvelles. Mais, il est encore beaucoup plus difficile de changer la culture économique.

L'approche néoclassique ignore pratiquement la troisième dimension des institutions, c'est-à-dire la culture économique. Et la culture économique de type soviétique continue à déterminer le comportement des acteurs économiques dans les pays de l'ex-Union Soviétique. Associée à l'absence d'organisations de marché adéquates, l'ancienne culture économique aboutit à une très lente correction structurelle, mais débouche très vite sur des conséquences socio-politiques négatives de la transition : par exemple l'augmentation énorme de la pauvreté (Mroz et Popkin, 1995) et de la criminalité.

L'ensemble des institutions économiques de type soviétique peut être caractérisé par la spécificité des trois dimensions (législation, organisations et culture) de ces institutions économiques.

*La tradition soviétique de la législation économique* consiste dans le fait que les lois existantes, peu nombreuses, n'avaient pas beaucoup de signification. C'était les ordres et les pressions provenant des différents échelons du pouvoir exécutif qui jouaient le rôle dominant. La priorité du pouvoir sur la loi est un trait important de la société soviétique, et cela aboutit au manque de respect des lois. La violation des lois par les citoyens, les organisations et même les autorités, est pratiquée sur une grande échelle.

En ce qui concerne *les organisations économiques soviétiques*, celles-ci étaient bâties pour des transactions verticales (hiérarchiques) et non horizontales.

---

occupation of humankind. 2. Rural life is morally superior to urban life. 3. A nation of small independent farmers is the proper basis for a democratic society.”(Knutson R.D. et al., 1983).

Un type très important d'organisations économiques - les entreprises socialistes - n'étaient pas dans le sens commun du terme de vraies entreprises. Elles étaient les noeuds du réseau technologique de la production, de la distribution et de la consommation des ressources. Elles avaient aussi des fonctions sociales très importantes (Bromsel, 1995).

La troisième dimension des institutions économiques, *la culture économique*, correspondait aux deux précédentes.

Citons par exemple quelques règles informelles de comportement<sup>4</sup> qui étaient suivies par la plupart *des Soviétiques* :

“Avant de faire quelque chose, demande toujours la permission de ton supérieur (les patrons ou les autorités), même si, en accord avec les règles formelles, tu as le droit de le faire sans demander la permission : une négligence sera pardonnée, mais une initiative non bénie par un supérieur sera punie.”

“Le vol, la corruption et l'abus de position sont autorisés de façon informelle s'ils ne sont pas pratiqués sur une grande échelle. Ce sont les supérieurs (patrons ou autorités) qui décident de manière flexible dans chaque cas concret si ton comportement doit être qualifié de criminel ou non.”

“Ton supérieur est comme ton père. Il peut te punir, mais en même temps, il t'aidera toujours, surtout si tu es loyal envers lui.”

“La faisabilité technologique est essentielle ; les coûts et profits sont secondaires.”

Les symboles comme : “Le plan coûte que coûte” ou “ Le blé à tout prix” sont liés avec cette dernière règle.

Un des conseillers du Président de la Russie, Vasiliev (1993), a dépeint certains traits du caractère national russe : l'esprit communautaire, en opposition à l'individualisme, le mépris du commerce en tant qu'occupation, la méfiance envers le riche, spécialement le nouveau-riche, l'envie envers les voisins prospères, le manque de respect envers les droits de la propriété et envers les termes d'un contrat.

La morale d'une personne, qui n'a pas de propriété et ne ressent aucun respect envers celle-ci, qui a un droit légal pour des interactions d'affaires seulement “verticales” et non pas “horizontales”, qui n'a pas de respect envers la loi mais qui a peur de tous représentants du pouvoir, est enracinée très profondément dans le peuple russe, et plus généralement dans le peuple soviétique.

Les dimensions qui viennent d'être décrites peuvent expliquer dans une large part la non-réussite de la transition suivant les recettes néoclassiques. On peut constater que la législation concernant le fonctionnement des acteurs économiques existant dans ces pays correspond plus ou moins aux modèles occidentaux. Pourtant, en accord avec la tradition soviétique, elle n'est pas suivie. L'absence de la mise en place des organisations adéquates au début de la transition a déformé le rôle régulateur des prix libres. Parallèlement, ce vide institutionnel concernant les

---

<sup>4</sup> Alain Pouliquen (1994) pour désigner l'ensemble des règles informelles de comportement dans le système de type soviétique utilise le terme d'*Ordre Social Soviétique*.

transactions commerciales a été immédiatement rempli par des réseaux de régulation informelle, illégale et souvent même criminelle. L'ensemble des caractéristiques culturelles crée une situation où la compétence économique est une ressource extrêmement rare<sup>5</sup>. En même temps, ces caractéristiques expliquent le manque d'esprit d'entreprise et la rareté du nombre des repreneurs des entreprises à privatiser (Andreff, 1993). Même pour ceux qui ont cette compétence économique, devenir des entrepreneurs peut être extrêmement difficile. On peut dire en utilisant la terminologie de l'économie industrielle (Morvan, 1991) que les barrières à l'entrée sont très élevées. Pour voir le jour sur le marché, l'entrepreneur potentiel doit avoir en plus de la compétence économique, des caractéristiques très spéciales, comme la capacité à traiter également avec des autorités corrompues<sup>6</sup> et des criminels.

En conséquence, la plupart des entrepreneurs sont ou bien les anciens gestionnaires traditionnels de type soviétique (Cook et Gimpelson, 1995), ou de nouveaux entrepreneurs "durs", à la frontière de la criminalité s'ils n'y sont pas totalement impliqués. Les coûts des transactions (Coase, 1937; Williamson, 1985) dans ces conditions sont très élevés.

### 3. Caractéristiques des institutions agricoles de type soviétique

La spécificité des trois dimensions des institutions soviétiques décrites ci-dessus en Section 2 (de la législation, des organisations et de la culture économique) se retrouve dans toutes les branches de l'économie. Pour comprendre plus profondément les phénomènes de la transition dans l'agriculture, il faut également examiner les institutions spécifiques à cette branche de l'économie : *la propriété foncière, les fermes collectives et fermes d'état, les petits lopins de terre individuels, les autorités locales en milieu rural*.

Tout d'abord, il est nécessaire de mentionner que le servage fut seulement aboli en Russie en 1861. La base de l'organisation rurale, la communauté rurale, a continué à jouer un rôle très important jusqu'aux réformes agraires de Stolipin au début de ce siècle. Résultat de ces réformes, la propriété foncière a commencé à avoir une signification réelle dans la vie des paysans russes. Mais le décret foncier de Lénine abolit la propriété privée de la terre en 1917. Ce fut l'un des premiers actes législatifs de la Révolution d'Octobre.

---

<sup>5</sup> "La compétence économique signifie l'aptitude des agents économiques à discerner et à utiliser l'information pertinente pour la résolution des problèmes économiques et la prise des décisions économiques." (Pelikan, 1995, p.8)

<sup>6</sup> "Pour choquant que soit son étalage actuel, il faut reconnaître que la corruption n'est pas née des changements de ces dernières années. Et si la nouvelle élite politique y succombe, elle ne fait qu'imiter les pratiques de nombre de nomenklaturistes endurcis. La corruption était endémique dans l'ancien système soviétique. On pourrait la faire remonter à des traditions bien ancrées dans le régime tsariste" (Sapir, 1992, p.34).

La terre des propriétaires fonciers, de l'Eglise et de la famille du Tsar fut divisée parmi les paysans par les Soviets (conseils) ruraux, qui au début avaient hérité de bien des caractéristiques des anciennes communautés rurales. L'une des plus importantes fonctions des communautés rurales russes dans l'organisation sociale était la distribution et la redistribution de la terre communautaire entre les paysans proportionnellement au nombre de travailleurs à l'intérieur des familles paysannes. Les paysans ne pouvaient pas vendre ni acheter leur terre, mais une fois qu'elle leur avait été attribuée, ils pouvaient l'utiliser. Ce système correspondait aux traits culturels des paysans russes qui considéraient la propriété de la terre comme la propriété de personne en particulier, ou de Dieu, et la communauté rurale comme un organisme d'organisation et de protection.

Pendant les décennies de l'existence du système soviétique, ces traits nationaux russes sont devenus les traits partagés par la plupart des populations rurales des différentes nationalités de l'Union Soviétique. Ce sont les fermes collectives et les fermes d'Etat elles-mêmes qui ont commencé à jouer le rôle des communautés rurales.

La collectivisation a créé des institutions dans lesquelles les paysans russes étaient à nouveau des serfs, mais désormais des serfs d'Etat, et dans lesquelles ils travaillaient pratiquement pour rien, fournissant le plus gros de leur production à l'Etat .

Du point de vue de la forme, la ferme collective (appelée kolkhoze) était considérée comme une coopérative, mais dans la pratique aucun des principes d'une coopérative n'était respecté dans les kolkhozes. Les présidents étaient nommés par les secrétaires régionaux du Parti Communiste, et les principales décisions étaient prises par les présidents des fermes collectives et les bureaucrates du Parti sans tenir compte de l'opinion des membres des fermes collectives concernées.

Au début les fermes d'Etat (sovkhozes) étaient peu nombreuses, et les travailleurs des fermes d'Etat avaient de meilleures situations que les membres des fermes collectives. Cependant, à partir des années 1960, aucune différence significative n'existait plus entre les membres des fermes d'Etat et ceux des fermes collectives.

Un élément très important du système agricole de type soviétique était l'existence de petits lopins de terre cultivés par les travailleurs des fermes collectives et d'Etat pour leur consommation personnelle. La taille de ces parcelles de terre était comprise entre 0,25 et 1 hectare. Jusqu'à la fin des années 1960 et au début des années 1970, ces lopins de terre (situés généralement près de la maison de leur "propriétaire") étaient la principale source de subsistance de la population rurale en URSS, y compris la principale source de revenus. Le plan d'origine du système prévoyait que les gens fourniraient gratuitement un travail (pratiquement sans dédommagement) sur les champs des fermes collectives et d'Etat pendant les heures de travail, et pourraient travailler pour leur compte sur les petites parcelles près de leurs maisons en dehors des heures de travail. Les kolkhoziens avaient interdiction de quitter leur village et ainsi ils étaient condamnés à vie à ces travaux forcés.

Dans les années 60, les habitants ruraux deviennent plus ou moins salariés, mais le rôle des lopins reste très important<sup>7</sup>.

On rapporte souvent que les 3 % de terres cultivées représentées par ces petites parcelles fournissent 25 % des produits agricoles du pays<sup>8</sup>. Les chiffres ne sont pas tout à fait corrects. Ce pourcentage de 25-30 % comprend la production de l'élevage, et il est bien connu que les animaux personnels des travailleurs des fermes collectives et d'Etat sont nourris à partir de produits d'alimentation dérobés à l'intérieur des fermes.

Les lopins ne peuvent pas être considérés comme des germes de fermes privées en ex-URSS. Ils jouent plutôt un rôle conservateur, et il existe "une symbiose des lopins et des structures collectivistes" (Jogoleva et Kovalenko, 1995)<sup>9</sup>.

En dépit de l'évolution significative du système agricole soviétique durant les 50 années de la collectivisation, les principales structures du pouvoir économique demeurent les mêmes dans les années 1980. Les Comités Régionaux du Parti Communiste continuent à jouer un rôle crucial dans la gestion directe des fermes collectives et des fermes d'Etat.

Le Premier Secrétaire du Comité du Parti Communiste d'un district rural était automatiquement le principal décisionnaire des fermes collectives et d'Etat de ce district. La date des labours, celle de la moisson, combien de vaches devaient être conservées, quelles techniques utiliser : voilà quelques exemples des décisions prises par la personne qui occupait une telle position. Il communiquait toutes ses décisions aux présidents des fermes collectives et aux directeurs des fermes d'Etat.

Afin de communiquer ces décisions et de recevoir les réactions de celles-ci journallement, le Premier Secrétaire du district avait besoin de traiter avec un nombre limité de dirigeants des fermes. Ceci signifie que le nombre de fermes dans un district devait être inférieur au seuil déterminé par la capacité de communication humaine. C'était habituellement entre 15 et 30.

---

<sup>7</sup> "... le salaire agricole n'a pas à couvrir tout le coût de la reproduction de la force de travail, puisqu'une partie de ce coût est supportée par le lopin." (Pouliquen, 1990, p. 73).

<sup>8</sup> "The subsidiary household farms in the former Soviet Union, Hungary, and Bulgaria consistently accounted for around 25 per cent - 30 per cent of total agricultural product, which is more than their share of land : the difference is particularly striking in the former Soviet Union, where subsidiary household farms produced nearly 30 per cent of agricultural output on 2 per cent of land" (Csaki et Lerman, 1994, p. 557).

<sup>9</sup> "... l'aggravation des pénuries dans les années quatre-vingt et le renchérissement de la vie après 1992 ont redonné aux lopins leur caractère primordial - et traditionnel - pour la famille rurale et, paradoxalement, ont contribué à la nécessité du maintien des structures collectivistes sans lesquelles le lopin ne peut pas fonctionner." (Jogoleva et Kovalenko, 1995, pp.220,221)

Cette affirmation est confirmée par le fait que le nombre de soldats dans les plus petites unités militaires de toutes les armées et la taille habituelle des groupes d'étudiants tombent également dans cette fourchette.

Ainsi, la taille moyenne des fermes collectives et des fermes d'Etat était déterminée par la taille du district et le seuil mentionné ci-dessus. Les statistiques du nombre de fermes dans les districts administratifs soviétiques confirment cette hypothèse<sup>10</sup>. Ainsi, la taille moyenne des kolkhozes et sovkhoses soviétiques était déterminée non pas par des facteurs économiques mais par un facteur bureaucratique : les limites des capacités de communication humaine par le pouvoir en exercice au sein de la communauté agricole.

De même que les premiers secrétaires de district avaient des pouvoirs sans limites sur les dirigeants des fermes (pour assurer leur promotion ou les licencier), les présidents des kolkhozes et les directeurs de sovkhoses étaient de véritables "princes" dans leurs domaines. La vie de tous les habitants des villages situés sur le territoire d'un kolkhoze ou d'un sovkhose était liée de bien des façons avec la ferme.

Dans les années quatre-vingt, les membres des fermes collectives et les travailleurs des fermes d'Etat en URSS n'étaient pas vraiment opposés à ce pouvoir. Ils se sentaient eux-mêmes sous protection ou sous tutelle, et ne souhaitaient pas réellement changer leur situation.

#### **4. Analyse de la transition dans l'agriculture au Nord du Kazakhstan**

Le Nord du Kazakhstan est une grande région, mieux connue sous le nom de "Terres Vierges". A la fin des années cinquante, une grande campagne de transformation des terres sauvages en terres arables produisant du blé a été mise en oeuvre. Des migrations massives ont été organisées, surtout en provenance de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie. Les nouveaux venus rejoignaient les autochtones kazakhs et les précédents exilés, principalement allemands et polonais.

---

<sup>10</sup> En 1988, l'Union Soviétique comptait 3.193 districts, 27.300 kolkhozes et 23.300 sovkhoses, soit une moyenne de 15,8 fermes collectives ou d'état par district sur l'ensemble du territoire, la superficie moyenne de terres agricoles par ferme s'élevant à 11.017,8 hectares. La même année, sur le territoire de la République de Russie, on comptait 1.839 districts, 12.200 kolkhozes et 12.800 sovkhoses, soit une moyenne de 13,6 fermes collectives ou d'état par district, et une superficie moyenne de terres agricoles par ferme de 8.700 hectares.

En 1995, la province d'Akmola du Kazakhstan Nord était composée de 12 districts. Le nombre moyen de fermes par district était de 16,4. Le district central où la communication est plus facile comprenait 26 fermes d'une superficie moyenne de 45.693 hectares de terres agricoles. Un des districts éloignés pour lequel la communication est difficile comptaient 11 fermes d'une superficie moyenne de 67.288 hectares.

Le Kazakhstan était peut-être le plus conséquent parmi tous les anciens pays ex-Soviétiques dans la mise en oeuvre des recommandations basées sur l'approche néoclassique. Examinons les résultats de cette mise en application dans l'agriculture au Nord du Kazakhstan.

Le résultat immédiat naturel de la mise en oeuvre de la politique de stabilisation de l'agriculture (**première étape** de la stratégie de transition néoclassique) fut l'augmentation rapide de l'endettement des fermes. L'absence de profits de la plupart des fermes du Nord du Kazakhstan ne peut pas s'expliquer par la disparité des prix entre les marchandises agricoles et industrielles. Cette disparité n'existe plus. Les prix des produits agricoles au Kazakhstan atteignent, et quelquefois dépassent les prix du marché mondial.

Environ un tiers du montant de l'endettement des fermes est couvert par l'électricité. La société de distribution de l'électricité a baissé ses tarifs au printemps 1996, mais a menacé de couper l'électricité aux fermes si celles-ci ne payaient pas en accord avec les nouveaux tarifs. Cette procédure a déjà commencé à être appliquée ; actuellement, dans ces zones rurales, la moitié de la journée se passe sans électricité. Cela pose des problèmes pour traire les vaches laitières notamment, et augmente substantiellement la mortalité chez les jeunes animaux qui souffrent du froid.

Les sociétés commerciales qui fournissent du fuel aux fermes, ainsi que des pièces détachées en échange de blé de la future récolte, représentent une catégorie très importante de créanciers. Certains de ces créanciers commencent à réclamer auprès des tribunaux le paiement de leurs dettes. Les engrais, herbicides et pesticides ne sont plus utilisés dans la plupart des fermes du Kazakhstan depuis trois ans en raison du manque de moyens pour les acheter.

Parmi les créanciers des fermes, on trouve également le Trésor Public (les impôts), les Fonds de retraite et d'assurance médicale, ainsi que les employés des fermes proprement dits.

Il n'est pas rare de voir des cas où les employés des fermes ne sont pas payés pendant plusieurs mois. A première vue, il paraît surprenant de constater que cela n'a pas beaucoup d'influence sur leur comportement. La plupart d'entre eux continuent à travailler dans les fermes d'Etat ou les fermes collectives comme auparavant. Mais cela n'est pas si étonnant si l'on prend en compte le rôle de la ferme en tant qu'organisation territoriale de la vie rurale et système de protection sociale. Ils augmentent le nombre d'animaux détenus dans leurs petits lopins, et cela a pour résultat de les lier étroitement à la ferme d'Etat ou collective, que celle-ci soit privatisée ou non .

La chute de la production, la baisse du nombre des animaux, la diminution des surfaces cultivées, la simplification de la technologie agricole (due au manque de fuel, de matériels et de produits chimiques pour l'effectuer correctement), la dégradation de la terre, la destruction des machines et de l'équipement agricoles, la chute des rendements, sont les conséquences tangibles de la "stabilisation" ou de "l'étape critique" de la transition vers l'économie de marché dans l'agriculture au Nord du Kazakhstan <sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Dans la province d'Akmola du Kazakhstan Nord en 1995, en comparaison avec 1994, la production de grain a chuté de 12 % et les rendements de 8 %. La baisse du nombre des

Pendant cette même année l'utilisation des produits chimiques pour la production de grain a chuté de 20 fois.

Après une pareille "stabilisation", il sera difficile de mettre en place les institutions du marché sur un désert économique. L'opinion communément partagée par les différents experts est que dans un ou deux ans supplémentaires de "stabilisation", rien ne sera plus disponible pour être privatisé. Même la terre, en termes de restauration de fertilité, demandera d'énormes investissements sur plusieurs années.

Dans le cadre de la **seconde étape** de la transition du Kazakhstan vers l'économie de marché, de 1993 à 1996, une législation orientée vers l'économie de marché a été introduite qui correspond dans une grande mesure, à l'exception de la législation foncière, aux standards occidentaux. Nous examinerons le cas de la législation foncière dans ce pays un peu plus tard.

Comme il a été indiqué précédemment, durant la seconde étape de la transition néoclassique, la création d'organisations a été réduite presque exclusivement à la privatisation. Et cette privatisation était conçue comme le transfert de propriété de l'Etat, sans beaucoup d'attention à qui ce transfert était effectué, ni sous quelle forme.

La plus grande contrainte législative à une réelle privatisation est le caractère égalitaire de la plupart des règles actuelles de privatisation des fermes en question. Une distribution quasi égale de la terre et des parts d'actifs parmi les employés de la ferme ne permet pas à l'entrepreneur-fermier potentiel de démarrer une affaire indépendante viable. Le fait qu'il soit possible de consolider les parts individuelles afin de monter une entreprise "collective" sur une échelle viable n'est pas suffisant pour attirer un entrepreneur sérieux. Il en est ainsi du fait que les rôles et les intérêts de l'employé et du propriétaire sont très différents.

Ceux-ci sont réconciliés dans les fermes familiales. Mais ils aboutissent à des conflits sérieux dans les entreprises non familiales. Un petit actionnaire dont le revenu provient essentiellement de son salaire et non de dividendes va se comporter généralement comme un employé engagé et non comme un propriétaire.

La privatisation des fermes d'Etat (la plupart des fermes au Nord du Kazakhstan étaient des fermes d'Etat) n'a pas apporté beaucoup de changements. Des études sur le terrain démontrent que la plupart des "privatisations" sont réalisées uniquement sur le papier, sans aucune influence sur le fonctionnement réel des fermes.

Ce processus a démarré en 1992, et au 1er avril 1996, 100 % des fermes du Kazakhstan étaient légalement privatisées. Dans la grande majorité des cas, rien n'a changé, si ce n'est l'appellation de l'entreprise.

D'une façon générale, la privatisation par le personnel des entreprises ne peut pas apporter de résultat différent. Les structures de prise de décisions demeurent les mêmes en pratique, mais

---

animaux pour cette période est de 15 %. La production de lait par vache a diminué de 15 %. Le nombre de veaux pour 100 vaches en 1995 n'était que de 48. Pour la même année 1995 le nombre d'agneaux pour 100 brebis en 1995 n'était que 65 et le nombre de poulains pour 100 juments n'était que 53.

quant à la forme, le directeur doit maintenant être élu et rapporter au corps représentatif des employés-actionnaires (tous les membres du personnel reçoivent une distribution quasi égale d'actions). Désormais, il pourra avoir encore plus de problèmes à maintenir la discipline de travail et à licencier les travailleurs inefficaces, car il peut être limogé par ces représentants ou par l'Assemblée générale, et remplacé par un autre directeur moins exigeant. De plus, étant un parmi plusieurs centaines d'actionnaires détenant un nombre quasi égal d'actions, il ne peut pas espérer non plus une récompense significative de son activité d'entrepreneur sous la forme de dividendes.

Les fermes au Nord du Kazakhstan sont de très grande taille (plusieurs dizaines de milliers d'hectares). Dix à vingt milliers d'entre eux sont de terre arable, la plupart étant occupés par du blé de printemps. Ce type de fermes ne peut pas être économiquement viable.

Malgré la croissance des fermes familiales privées, leur part dans l'agriculture du Kazakhstan demeure très faible. Elles couvrent 4 % du territoire agricole du pays, le restant étant occupé par les fermes collectives ou d'Etat. Pour cette raison, elles n'ont pas d'impact significatif sur l'agriculture du pays en général. Le problème le plus important des fermes familiales au Kazakhstan est l'absence d'esprit entrepreneurial et de compétences de ceux qui dirigent ces fermes familiales. Dans de nombreux cas, ces "fermiers privés" n'ont pas été préparés pour cette activité et se sont trouvés condamnés à la faillite.

Suivant l'approche libérale néoclassique, il était supposé que les forces du marché transféreraient les actifs assez rapidement à un propriétaire efficace qui structurerait et organiserait le fonctionnement de façon convenable. Mais cela n'a pas été le cas.

La législation sur la privatisation est en fait seulement une des causes de l'absence de réels changements dans l'agriculture du Kazakhstan. Mais elle donne des possibilités aux employés des fermes de résister à toute tentative de réelle privatisation.

Parmi les employés des fermes, il existe une crainte universelle de perdre la protection communautaire de la ferme d'Etat : une vraie privatisation, ce serait tout d'abord perdre l'accès aux ressources gratuites ou presque gratuites de la ferme d'Etat pour leurs petits lopins ; puis ce serait payer le prix réel pour l'utilisation d'un système de chauffage central ou pour acheter du charbon ; perdre la possibilité d'emprunter un camion ou un bus pour aller au centre du district pour se rendre chez le docteur dans un cas grave ou pour vendre les produits de leurs petits lopins sur le marché local, ou pour acheter des produits de première nécessité. De plus, ils s'inquiètent de l'avenir de l'hôpital rural, des écoles, qui étaient soutenus par la ferme d'Etat. Les retraités, qui constituent 20 et 30 % des habitants des villages, et dont les voix sont eux aussi très fortes dans les campagnes, sont très anxieux de perdre l'aide de la ferme d'Etat.

L'opposition aux changements réels de la part des autorités et des dirigeants des fermes collectives ou d'Etat est traditionnellement expliqué par leur désir de conserver leur pouvoir. Et cela est une réalité.

Mais désormais, au Nord du Kazakhstan, une autre cause joue un rôle encore plus important. Dans les conditions de la dégradation progressive et rapide de l'agriculture dans cette région, la bureaucratie et les dirigeants des fermes ne considèrent pas que leur pouvoir va durer longtemps. La plupart d'entre eux comprennent que d'ici un ou deux ans, leurs fermes ne seront

plus en état d'ensemencer, en raison de la dégradation du matériel agricole (pas de moyen pour réparer ni pour en acheter de nouveaux) et du fait de l'absence de moyens pour acheter du fuel et les autres ressources. Leur résistance est basée sur l'objectif à court terme de s'enrichir eux-mêmes au moyen d'activités corrompues avant que l'effondrement définitif de la ferme n'intervienne.

Examinons le cas du grain. Le grain est une ressource très importante à l'exportation de ce pays. La vente du grain aux exportateurs est contrôlée non officiellement par les anciennes structures hiérarchiques de la gestion de l'agriculture. Cela explique le fait que dans la plupart des cas, le grain est vendu officiellement par les exploitations agricoles à des prix très bas. Les exportateurs paient, de façon illégale, des compléments de prix qui sont distribués entre les différents membres de cette hiérarchie (depuis les directeurs des fermes jusqu'aux échelons les plus élevés du pouvoir). Le total de ces compléments de prix, additionné au prix payé officiellement à la ferme, est de beaucoup inférieur aux prix mondiaux pratiqués. Et les prix payés officiellement aux fermes ne couvrent même pas les coûts de production, et accélèrent la dégradation de celles-ci.

L'existence de faits de corruption sur une grande échelle autour du commerce du grain, suivant le mécanisme qui vient d'être expliqué, a été confirmé par le Président et le Premier Ministre du Kazakhstan. Le dirigeant de l'Administration d'une des provinces du Nord du Kazakhstan disait, lors d'une réunion avec les directeurs des fermes, qu'il avait été informé de la corruption lors de tractations concernant le grain de la part de certains Akims (chefs de district) et de directeurs de ferme. Il menaçait de prendre des mesures contre ceux "qui dépassaient certaines limites". Dans le plus grand secret, des réunions du tribunal local ont eu lieu<sup>12</sup>.

Dans le cadre de l'approche néoclassique, il était supposé également que de nouvelles organisations du marché surgiraient d'elles-mêmes., répondant aux besoins des opérateurs du marché. Cette supposition ne s'est pas révélée valable.

L'établissement d'organisations comme les marchés de production (marchés de bestiaux, marchés au cadran pour les fruits et légumes), bourses de blé, etc..., est très important. La création de marchés de bestiaux près des capitales provinciales du Nord du Kazakhstan serait utile pour un grand nombre de personnes qui gardent leurs animaux sur leurs petits lopins, et qui ont de gros problèmes pour les vendre et serait immédiatement et facilement réalisable. Mais cela ne se fait pas sur l'échelle qui serait nécessaire. Et dans les cas où la création de tels marchés voit le jour, ceux-ci se trouvent immédiatement contrôlés par la mafia.

Il est évident que les fermiers doivent créer leurs propres organisations pour vendre leurs produits ( en premier lieu le blé) et acheter des ressources (essence, engrais, etc.) de façon à résister aux monopoles et coordonner leurs actions. Mais cela n'est pas non plus mis sur pied .

---

<sup>12</sup> Une personne de haut niveau au Département de l'Agriculture de la province a indiqué à l'auteur que pratiquement tous les directeurs des fermes de la province pourraient avoir à faire à ces poursuites; mais cela n'a pas eu lieu.

En dépit de la liquidation officielle des structures du Parti Communiste du Kazakhstan (subdivision du Parti Communiste de l'URSS), les structures du pouvoir ont très peu changé. A tous les niveaux, ce sont les "mêmes anciens camarades" qui sont au pouvoir. Les chefs de l'administration de la province et des régions sont les anciens secrétaires des Comités du Parti Communiste. Le personnel demeure également inchangé, y compris aux Départements de l'Agriculture.

Avec la suppression du système de distribution centralisé des ressources et de la fourniture centralisée des produits à l'Etat, et après la privatisation des fermes, le pouvoir légitime des nouvelles-anciennes structures est incomparablement plus faible que par le passé, mais le vrai pouvoir basé sur une culture dominante est encore très fort. Les directeurs des fermes continuent à suivre leurs ordres sans chercher à les discuter ; toutes les initiatives qui ne sont pas en contradiction avec la loi, mais qui diffèrent de la pratique conventionnelle, doivent recevoir l'approbation des fonctionnaires plus haut placés.

La force et la survivance de la culture économique soviétique est confirmée dans la nouvelle législation foncière du Kazakhstan. Dans le décret présidentiel "A Propos de la Terre" (de Décembre 1995), il est souligné que les terres agricoles peuvent exclusivement être propriété de l'Etat. Néanmoins, il est précisé dans ce décret que le droit d'utiliser les terres agricoles peut faire l'objet d'achat, de vente et d'hypothèques.

Même les dirigeants les plus progressistes des anciennes fermes d'Etat qui essaient de créer leur propre entreprise privée ne peuvent pas échapper à la culture économique de type soviétique. L'auteur a l'expérience de travailler avec des directeurs de fermes de différentes origines ethniques (allemand, kazakh et russe). Il est intéressant de noter que pour créer leurs propres fermes privées, tous étaient plus soucieux de l'étendue de leurs pouvoirs que de la rentabilité : ils souhaitent avoir les fermes les plus grandes possibles ; chez tous, les valeurs paternalistes sont très élevées. L'un des entrepreneurs agricoles qui avait le mieux réussi dans sa province, avouait que la motivation paternaliste est l'une des motivations les plus fortes de son activité de dirigeant.

Il est évident qu'on n'arrivera jamais à la **troisième étape** de la transition (étape de la correction structurelle) suivant le scénario néoclassique.

## **5. Stratégie de la transition dans l'agriculture : propositions alternatives**

Quelle pourrait être une alternative à l'approche libérale néoclassique de la transition de l'agriculture vers l'économie de marché au Nord du Kazakhstan ?

Les forces du marché sont très fortes et sont efficaces, mais lorsqu'elles jouent normalement dans le cadre d'institutions de marché appropriées<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> "Plus globalement, il ne peut y avoir de politique économique durant la transition qui ne tienne compte de l'inexistence des institutions de marché, au moins dans la phase initiale, et de la

Ces institutions en Occident ont été créées à la suite d'une longue évolution. Il est utopique de penser que ces institutions peuvent être créées par des initiatives privées sur la base de la connaissance de prototypes occidentaux. Les versions initiales de ces institutions doivent être créées par l'Etat<sup>14</sup> avec l'assistance technique des pays occidentaux .

Cette déclaration peut être appuyée par une analogie mathématique. La convergence des processus itératifs est plus rapide à partir d'une approximation initiale qui est située plus près de la solution. Si le point initial du processus itératif est trop loin de la solution, le processus peut ne jamais atteindre le résultat.

En opposition avec l'approche libérale néoclassique, l'approche institutionnelle demande la création d'institutions de marché au tout début de la transition (avant ou en parallèle avec la libéralisation des prix et le renforcement des contraintes budgétaires). La restructuration préalable des grandes fermes doit être effectuée en même temps que la privatisation.

Les procédures de la transition de l'agriculture vers l'économie de marché doivent prendre en considération tant les aspects économiques que les aspects politiques et sociaux.

Comme nous l'avons souligné précédemment, la source principale de subsistance pour les habitants du milieu rural en ex-Union Soviétique étaient l'exploitation des petits lopins. Nous avons également déjà indiqué que ces exploitations ne peuvent pas exister sans les ressources (principalement fourrage) provenant des fermes collectives ou d'Etat auxquelles ils sont rattachés. Une vraie privatisation aurait coupé inévitablement cette source vitale d'approvisionnement quasi gratuite pour les membres des communautés rurales. En même temps, le secteur privé qui aurait émergé n'aurait pas été en mesure de créer un nombre suffisant d'emplois pour nourrir ces communautés rurales.

Ce problème du nombre insuffisant d'emplois résultant de la transition n'est pas uniquement propre au milieu rural, car les villes sont également confrontées à leur propre problème de chômage. En conséquence, les habitants ruraux n'ont même pas le choix de se déplacer vers les villes pour trouver des moyens de subsistance et l'immigration vers d'autres pays est pour la plupart de ces populations également impossible pour diverses raisons. Elles se rendent très nettement compte des dangers mortels que représenterait pour eux une vraie privatisation de leur ferme collective ou d'Etat. Voilà pourquoi ils s'opposent à ces privatisations de toutes leurs forces. La législation de la privatisation dans le secteur agricole les transformant

---

rigidité structurelle de l'appareil productif face aux chocs d'offre et de demande." (Sapir, 1995, p. 441).

<sup>14</sup> 14. La politique libérale néoclassique mettant l'Etat à l'écart des processus de la restructuration de l'agriculture et de la création des nouvelles institutions au service de ce secteur est en contradiction avec l'expérience occidentale [voir Delorme(1983) et Servolin(1989) pour la description de l'expérience française, et Knutson et al.(1983) pour l'expérience américaine]. .

en actionnaires quasiment égalitaires de leur ferme leur donne les moyens juridiques de s'opposer à de vraies privatisations.

Comment sortir de cette impasse ?

En créant de nouvelles entreprises sur la base de l'ancienne ferme collective ou d'Etat, il faut séparer ses fonctions de support social et ses fonctions commerciales. Une partie de ces nouvelles entreprises doivent s'occuper exclusivement du soutien social, et les autres pourront être exclusivement tournées vers le profit commercial. Cette séparation est absolument cruciale car ces deux fonctions sont en contradiction l'une avec l'autre<sup>15</sup>.

Parmi les entreprises de soutien social, les coopératives produisant le fourrage pour les animaux élevés sur les lopins individuels doivent jouer un rôle primordial. Pour chaque village, une coopérative de ce type devra être créée pour servir les habitants de ce village. Ceux-ci pourront la créer en utilisant partiellement leurs parts foncières et patrimoniales. Ces coopératives seront des coopératives de consommation et non pas de production, c'est-à-dire la participation dans ces coopératives ne sera pas liée à l'emploi dans celles-ci. Cette participation donnera droit gratuitement et au prorata de leurs parts au fourrage produit par celle-ci, ce fourrage étant le produit final de cette coopérative.

Pour assurer le fonctionnement de la coopérative (payer les salaires aux gestionnaires et aux ouvriers agricoles, acheter le matériel, l'essence, les engrais, etc...), celle-ci devra produire également une certaine quantité de produits agricoles autres que le fourrage destinés au marché (dans les conditions du Kazakhstan Nord, il s'agira le plus souvent de blé). Les calculs de surfaces agraires et de matériels pour la création d'une telle coopérative doivent garantir la production de fourrage dans les quantités suffisantes pour un nombre minimal d'animaux par habitant permettant la survie des ménages. Outre la fonction principale de production de fourrage pour les animaux gardés sur les lopins des ménages, la coopérative de consommation devra fournir d'autres soutiens de base aux habitants du village (par exemple maintien des pâturages communaux, fourniture de pain, chauffage, service de transport, etc...). On peut considérer le rôle de ces coopératives comme la fourniture d'un revenu minimum par habitant.

Bien entendu, les productions supplémentaires des lopins pourront être approvisionnées à partir d'autres sources payantes.

Sur le reste des surfaces non dédiées aux coopératives de consommation (le nombre de ces coopératives étant égal au nombre de villages existant sur les terres de l'ancienne ferme collective ou d'Etat), des véritables entreprises agricoles privées pourront être créées.

---

<sup>15</sup> Dans le projet financé par la Banque Mondiale de la privatisation des entreprises agricoles en Russie dans la Province de Nijni Novgorod cette séparation n'a pas été faite, et les entreprises créées doivent supporter la communauté rurale comme le faisaient les fermes collectives ou d'Etat auparavant; et la contradiction qui résulte de la coexistence de ces deux fonctions nuit à l'efficacité commerciale de ces nouvelles entreprises.

La plus importante des préconditions à la privatisation réussie des fermes d'Etat, et des entreprises d'amont et d'aval en milieu rural, est l'émergence d'entrepreneurs-dirigeants, compétents et responsables, qui seront propriétaires de ces entreprises et les feront fonctionner.

C'est pourquoi la création des conditions spéciales favorables et des mécanismes permettant cette émergence doit être l'élément central d'une stratégie de privatisation, si l'objectif est la transformation de ces fermes en entreprises économiquement viables.

Deux conditions sont absolument nécessaires pour motiver un entrepreneur potentiel pour se lancer : la liberté de prise de décision pour celui-ci au sein de la future entreprise privée, et la récompense significative de son activité d'entrepreneur.

Ces deux conditions ne sont pas remplies dans une entreprise détenue sur une base quasi-égalitaire par ses employés.

Si la ferme était la propriété de l'Etat, la stratégie proposée pourrait être la suivante : on annonce, pour chaque ferme à privatiser, des concours pour la création de plusieurs entreprises agricoles privées sur la base de l'ancienne ferme d'Etat. Les participants à ces concours doivent présenter leurs projets de développement de leurs futures entreprises et doivent acheter graduellement des actions de celles-ci, y compris des terres.

Mais actuellement, cette stratégie dans sa forme originale n'est plus applicable au Nord du Kazakhstan, car sur le plan formel il n'y a plus de fermes d'Etat au Kazakhstan. Toutes celles-ci ont été transformées (ou rebaptisées) en coopératives de production, en société anonymes par actions et sous forme d'autres entités privées appartenant à leurs employés. Néanmoins, la législation permet de restructurer les fermes déjà privatisées.

Après que les entrepreneurs potentiels aient déclaré leur souhait de créer leurs propres entreprises sur les terres de la ferme collective ou d'Etat non dévolues aux coopératives de consommation décrites ci-dessus, il est nécessaire de donner des possibilités et des motivations à ces entrepreneurs.

Remarquons que le fait de créer des coopératives de consommation diminuera énormément la résistance à la création de vraies entreprises privées, y compris la pression morale exercée sur les membres de la communauté qui désirent se lancer dans l'expérience de la création d'entreprises privées. Ayant la garantie d'obtenir le fourrage minimum pour les animaux élevés sur leurs lopins ainsi les autres prestations minimales fournies par la coopérative de consommation, les membres de la communauté rurale seront plus facilement disposés à céder (vendre ou louer) aux entrepreneurs potentiels le reste de leurs parts foncières et patrimoniales qu'ils n'auront pas investi dans la coopérative de consommation.

Pour favoriser l'émergence d'entrepreneurs potentiels, et les assister dans la création et le fonctionnement de leurs entreprises, un service de conseils agricoles (système de vulgarisation)

doit être créé <sup>16</sup>. La création de cette institution est absolument crucial pour la réussite de la réorganisation - restructuration et privatisation des fermes d'Etat.

Des sessions de formation à divers échelons, commençant par la formation des formateurs par des consultants occidentaux, doivent précéder la mise en place de cet organisme.

Les spécialistes des fermes et des départements régionaux et provinciaux de l'agriculture doivent participer à ces formations. En transformant les membres actifs et jeunes de la bureaucratie agricole en promoteurs de la transition vers l'économie de marché, l'opposition potentielle de celle-ci envers ces processus s'en trouvera diminuée.

Les organisations de marché devront être initialisées par l'intermédiaire de ce service créé par l'Etat : organisations de commercialisation des produits agricoles, organisations d'approvisionnement des fermes, organisations de crédit agricole, marchés de production (marchés de bestiaux, marchés au cadran pour les fruits et légumes), bourses de blé, etc...

Les subventions versées par l'Etat à l'agriculture (y compris les crédits subventionnés) peuvent servir de levier puissant à la politique de restructuration agricole.

L'amélioration de la législation, tant sur le plan fondamental de la législation foncière et de la privatisation, que sur celui des organisations de marché ci-dessus mentionnées, doit être d'urgence réalisée.

## 6. Conclusion

Chaque institution, comme dans le cas du capitalisme - la propriété, l'emploi et le contrat - peut être caractérisée dans le cadre de trois dimensions : législative, organisationnelle et culturelle.

La spécificité de ces trois dimensions des institutions économiques de type soviétique est analysée dans cet article. Cela a donné la possibilité d'éclairer les causes de l'échec de la transition telle qu'elle a été réalisée basée sur l'approche néoclassique.

En dépit du fait que la législation récemment introduite dans les pays de l'ex-Union Soviétique correspond plus ou moins au modèle occidental, celle-ci, conformément à la tradition de ces pays en général, n'est pas suivie.

L'absence d'organisations adéquates au début du processus de transition n'a pas permis aux prix libres de jouer efficacement leur rôle régulateur et a laissé la place à l'instauration de réseaux informels et souvent criminels réalisant de manière perverse les fonctions de ces organisations.

Les caractéristiques culturelles dominantes dans les pays de l'ex-URSS aboutissent à une carence de compétence économique et d'esprit d'entreprise.

La non réussite de la transition dans le cas de l'agriculture au Nord du Kazakhstan est analysée sur la base de l'étude de quatre institutions du système agricole de type soviétique (la

---

<sup>16</sup> La création d'un tel service sur la base des anciens Départements de l'Agriculture soviétiques a été réalisé au niveau national en Lettonie dans le cadre d'un projet Phare financé par l'Union Européenne.

propriété foncière, les fermes collectives et fermes d'Etat, les lopins individuels, et les autorités locales en milieu rural).

Ces institutions continuent à exister au Kazakhstan dans leur forme presque originelle, et cela détermine l'absence d'avancement réel du secteur agricole de ce pays vers l'économie de marché.

La politique de la transition basée sur l'approche néoclassique ne prévoit pas les mesures de neutralisation de ces institutions, d'où vient l'échec de cette politique. Au lieu de contribuer au développement de l'agriculture, cette politique mène à sa dégradation progressive vers un désert économique.

En se basant sur cet analyse, il est possible de conclure que la cause principale de la "non-transition" est la "non construction" au début de la transition des institutions adéquates.

En conséquence la politique de la transition doit être tout d'abord la politique de l'instauration des institutions, en prenant en considération les institutions existantes. Préalablement à la privatisation ou en même temps que celle-ci, la restructuration des entreprises existantes doit être effectuée.

Sans un cadre institutionnel adéquat, les forces de marché ne peuvent pas jouer de manière constructive. Les entreprises ex-socialistes plongées dans les conditions de marché sans restructuration préalable ne peuvent pas fonctionner de manière efficace dans ces conditions, et en même temps continuent de survivre en se dégradant progressivement (chute de la production, détérioration du matériel, fuite de l'encadrement qualifié, etc...).

Un nombre de plus en plus important de projets du programme Tacis est lié avec la construction des institutions (institutions building). Mais ces projets ne sont pas considérés comme devant fournir des conseils "cadres" de la politique nationale de la transition. Cette dernière s'appuie pratiquement exclusivement sur l'approche néoclassique.

En général, l'approche institutionnelle pour l'analyse de la transition peut donner des réponses aux questions : "pourquoi les systèmes socialistes tendent à s'atrophier et pourquoi des institutions autres que les marchés sont requises pour convertir les changements et atténuer le coût social d'un développement économique rapide" (Day, 1995, p. 1473).

### References

Andreff W. (1993), *La Crise des Economies Socialistes : La Rupture d'un Système*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Angresano J.(1996), *Comparative Economics*, Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall

Aoki M. (1996), "Towards a comparative institutional analysis : motivations and some tentative theorizing", *The Japanese Economic Review*, 47(1), pp.1-19.

Boyer R. et Y. Saillard (sous la direction de) (1995), *Théorie de la Régulation. L'Etat des Savoirs*, Paris : Editions La Découverte.

Bromsel O. (1995), "Enjeux industriels du post-socialisme: capitalisation et entreprisation", *Revue d'Economie Industrielle*, 72, pp.31-46

Coase R.H. (1937), "The nature of the firm", *Economica*, 4, pp.386-405, publié également dans Williamson O.E. et S.G.Winter (Eds.)(1993), *The Nature of the Firm. Origins, Evolution, and Development*, New York, Oxford : Oxford University Press, pp.18-33.

Cook L.J. et V.E.Gimpelson (1995), "Exit and voice in Russian managers' privatisation strategies", *Communist Economics & Economic Transformation*, 7, pp.465-483.

Csaki C. et Z.Lerman (1994), "Land reform and farm sector restructuring in the former socialist countries in Europe", *European Review of Agricultural Economics*, 21, pp.553-576.

Day R.H. (1995), "Rationality, entrepreneurship and institutional evolution", *Revue Economique*, 6, pp.1473-1485.

Delorme R. et Ch. André (1983), *L'Etat et l'Economie*, Paris : Editions du Seuil, voir 4ème partie: L'Etat et l'agriculture.

Guerrien B.(1989), *La Théorie Néo-Classique*, Paris : Economica

Jogoleva E.et V.Kovalenko (1995), "Les incertitudes de la réforme agraire en Russie", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 3, pp.197-227.

Knutson R.D. et al.(1983), *Agricultural and Food Policy*, Englewood Cliffs; N.J. : Prentice-Hall

Kornai J.(1992), *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Princeton : Princeton University Press.

Morvan Y. (1991), *Fondements d'Economie Industrielle*, Paris : Economica.

Mroz T.A.et B.M.Popkin (1995), "Poverty and the economic transition in the Russian Federation", *International Labor Review*, 134, pp.1-31.

North D.C.(1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge : Cambridge University Press.

Parsons T. et E.A.Shils (Eds.) (1951), *Towards a General Theory of Action*, Cambridge,MA : Havard University Press.

- Parsons T.(1960), *Structure and Process in Modern Societies*, Clancoe,IL : Free Press
- Pelikan P. (1995), “Les entrprises d’Etat après le socialisme : pourquoi et comment les privatiser rapidement”, *Revue d’Etude Comparatives Est-Ouest*, 2, pp.5-37.
- Pouliquen A. (1990), “L’agriculture soviétique : de la crise à la décollectivisation problématique”, dans: *L’URSS au Tournant : Une Economie en Transition* (sous la direction de J. Sapir), Paris : L’Harmattan, pp.65-106.
- Pouliquen A. (1994), “L’ordre social soviétique et l’économie administrée. Une grille utile pour l’analyse du post-communisme”, *Revue d’Etude Comparative Est-Ouest*, 2, pp.5-25.
- Sachs J. (1994), *Rynochnyaya Ekonomika i Rossia (L’Economie de marché et la Russie)*, Moscou : Ekonomika (en Russe).
- Sapir J. (1992), *Feu le Système Soviétique ? Permanences Politiques, Mirages Economiques, Enjeux Stratégiques*, Paris : Editions La Découverte.
- Sapir J. (1995), “Crise et transition en URSS et en Russie”, in : *Théorie de la Régulation. L’Etat des Savoirs*, (sous la direction de Boyer R. et Y. Saillard), Paris : Editions La Découverte, pp.435-442..
- Simon H. (1977), *New Science of Management Decision*, Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.
- Servolin C.(1989), *L’Agriculture Moderne*, Paris : Editions du Seuil.
- Tacis (1995), *Proposals for Privatisation of the Pilot Farms*, Florence, Cambridge : Agristudio, WS Atkins (Projet de l’Assistance Technique KAZ9301).
- Vasiliev S.A. (1993), “Economic reform in Russia : social, political and institutional aspects”, in : Aslund A. et R.Layard (Eds.), *Changing the Economic System in Russia*, New York : St-Martin’s Press, pp.72-86 .
- Williamson O.E. (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*, New York : Free Press.
- Yefimov V. (1981), “Gaming-simulation of the functioning of economic systems”, *Journal of Economic Behavior & Organization*, 2(2), pp.187-200.
- Yefimov V. (1993), *Transition of the Russian Agri-Food Sector to a Market Economy and the Western Consultancy*, Cergy-Pontoise : IGIA (Mémoire).

Yefimov V. (1995), “Le système agro-alimentaire de type soviétique”, dans: *Agriculture et Pays d'Europe Centrale et Orientale*, Paris : INRA, pp.16-21.

Zaslavskaya T.I. et R.V.Ryvkina (1991), *Sotsiologia Economitcheskoy Zhizni (Sociologie de la Vie Economique)*, Novosibirsk : Nauka (en Russe).